

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 73 (1993)
Heft: 2

Rubrik: L'Agefi

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

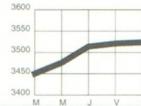
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

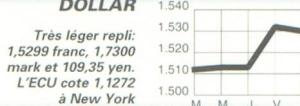
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

WALL STREET

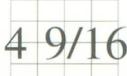
Séance sans relief:
le Dow Jones
a clôturé en hausse
de 3,32 points
à 3524, 38 points

**DOLLAR**

Très léger repli:
1,5299 franc, 1,7300
mark et 109,35 yen.
L'ECU cote 1,1272
à New York

**EURO-FRANC SUISSE**

L'offre pour le taux
à trois mois est
à 4 9/16% et la
demande à 4 11/16%

**BOURSE SUISSE**

Pas d'autre
alternatives aux
actions: le SPI gagne
3,65 points à 1520,43



L'AGEFI

L'AGEFI LE QUOTIDIEN SUISSE DES AFFAIRES ET DE LA FINANCE

L'oeil du cyclone

Alain Fabarez

Le dix-neuvième Sommet des sept grands pays industrialisés du monde, qui ouvre ses portes ce matin à Tokyo, est certainement celui le plus grave et aux résultats les plus incertains depuis la création de ce nouveau forum des «chefs» de notre planète. Ce Sommet se tient sur la plus grave crise économique qu'a eu à connaître l'Occident depuis la Deuxième guerre mondiale. Une récession d'une ampleur et surtout d'une longueur sans précédent, qui entraîne un chômage qui touche 7 à 8% et quelquefois plus des populations actives, avec des pointes à plus de 20%. Aujourd'hui, nul ne sait vraiment comment sortir de la crise. Il n'y a plus de véritable théorie économique qui permette d'envisager les ressorts d'une reprise réelle, malgré les espoirs des instituts conjoncturels ou de l'OCDE, qui l'espèrent pour début 94. Il faut donc, comme toujours en pareil cas, trouver un bouc émissaire pour rassurer les opinions publiques. A Tokyo, ce sera le Japon. Un pays qui croule sous les excédents commerciaux avec tous ses grands partenaires mondiaux. Bill Clinton a attaqué en flèche, en rencontrant avant le Sommet proprement dit Michi Miyazawa, le Premier ministre nippon, pour lui demander un effort drastique, afin que le Japon réduise ses excédents. La Communauté Européenne n'a pas été en reste, puisqu'elle a demandé au Japon, même si elle l'a fait de manière moins agressive, de réduire également ses excédents et d'intervenir plus pour aider à la croissance mondiale. On verra bien demain ou après-demain quelles seront les résultats des désiderata de l'Europe et des Etats-Unis. Il ne faut pas en attendre beaucoup. Pour deux raisons. La première, c'est que l'ouverture du marché japonais aux produits occidentaux est illusoire. Même si toutes les barrières tarifaires tombaient comme par miracle du jour au lendemain, les habitudes d'investissement des Japonais ne changeraient pas du tout au tout et ils préféreraient toujours les produits made in Japan. Et il est plus que difficile de trouver des compromis ou des tabelles pour réduire drastiquement les exportations. La deuxième raison est politique. Le gouvernement japonais est en sursis, et s'il peut gérer les affaires courantes, il ne peut pas véritablement engager la responsabilité du pays à long terme. Pourtant, si des accords significatifs intervenaient, bien qu'ils ne puissent guère être de grande portée, ils montreraient la volonté des plus grands d'entreprendre une politique de retour à la croissance.

Mariage d'une banque suisse et d'un assureur français

LA CEG GENÈVE S'INSTALLE À LYON

En octobre s'ouvriront à Lyon les bureaux de la Société Financière de la CEG Genève, créée par la banque suisse et l'assureur GPA Vie.

Yvan Mudry

Le chevron rouge servant de logo à la Société Financière de la CEG Genève montre que l'établissement suisse s'installe à Lyon pour le compte de la future banque cantonale. C'est d'ailleurs la première fois qu'une banque cantonale crée une telle société à l'étranger. Lors de la présentation de la nouveauté, vendredi à Genève, Marc Fues, directeur général de la CEG, a annoncé que la financière pourrait être transformée en Banque Cantonale de Genève France SA dans 15 à 18 mois.

Pour démarrer, la société sera dotée d'un capital de 15 millions de francs français, apportés à hauteur de 80% par la CEG et de 20% par GPA Vie, une compagnie d'assurance filiale du groupe français Athéna, filiale lui-même de Worms & Cie. Les fonds propres devraient bientôt croître à 100 millions de francs français, une somme permettant d'accorder des crédits pour un montant de 1,2 milliard. En octobre, lorsque s'ouvriront les bureaux lyonnais, une quinzaine de personnes travailleront pour la compagnie.

PME ET BANCASSURANCE

Gérard Larreta de Morel, président du conseil d'administration de la financière, définit sa vocation: conseiller les dirigeants des PME et PMI dans la gestion de leurs affaires. L'activité comprend deux volets: l'oc-

trois de crédits à moyen terme et de leasing, et la bancassurance. GPA Vie a développé toute une panoplie de produits dans le domaine très porteur en France de la retraite par capitalisation. Ces produits seront proposés au personnel des entreprises. Une des premières priorités sera la recherche de fonds passifs. Les clients potentiels ne manqueront pas: entreprises suisses ayant des filiales en France ou compagnies françaises actives à Genève notamment.

La CEG a déjà servi de chef de file au lancement en Suisse de deux emprunts de collectivités publiques françaises. La nouvelle structure devrait permettre de drainer vers la CEG d'autres emprunts publics étrangers. Les gros crédits aux PME seront aussi délivrés à partir de Genève.

UNE REGION CONVOITEE

Depuis longtemps la CEG s'intéresse à la région Rhône-Alpes. Le document stratégique «Horizon 95» approuvé en au-

tome 90 par le conseil d'administration de la CEG parlait déjà d'un renforcement de la présence de la banque dans la région Rhône-Alpes. Pour tester ce marché, la CEG créait un département spécial en été 91. Puis elle renforçait sa position dans Sofinder, une société de participation dans les PME.

NÉGLIGÉE PAR LES BANQUIERS SUISSES

L'opération a permis d'évaluer le potentiel industriel de la région. Plus récemment, la caisse offre ses services à la ville de Chamonix en recherche de fonds. L'implantation à Lyon couronne cette approche à petits pas d'une région étonnamment négligée par les banquiers suisses. Avant de s'associer à GPA Vie, la CEG avait écarté deux autres possibilités: le rachat d'une banque française, trop risqué, et l'aventure en solitaire, risquée aussi du fait du manque de connaissance du marché financier français.

L'ESSENTIEL

SUISSE

Un léger mieux

Le secteur de la construction amorce une légère reprise en Suisse alémanique. Mais la Suisse romande ne montre toujours pas de signe tangible d'amélioration. Au premier semestre, 12.886 demandes de permis de construire ont été déposées en Suisse, soit 2,9% de moins que durant les six premiers mois de 1992.

Chômage en juin

Le mois passé, le taux de chômage a encore gagné un point en ville de Zurich et dans les cantons de Vaud et d'Argovie. Le nombre de chômeurs a gonflé de 2,7% en Argovie et de 2,2% en terre vaudoise, soit plus que la moyenne suisse (+1,9%). Une hausse de 1,6% a été enregistrée en ville de Zurich. A Schaffhouse, le nombre de sans-emploi a diminué de 1,2%, sans que le taux de chômage ne varie.

ETRANGER

Moins de voitures

Les immatriculations de voitures ont reculé de 18,9% dans la Communauté Européenne en juin, comparé à un an plus tôt.

Chômage en hausse

Le nombre de chômeurs en Allemagne unifiée a à nouveau augmenté le mois dernier, avec un total de 3.265.900 demandeurs d'emploi. En Allemagne de l'Ouest, le taux a atteint 7,0%, contre 6,9% en mai. Le taux à l'Est reste inchangé à 14,4%.

Emplois dans la CEE

La Commission européenne a confirmé dans son cinquième rapport annuel que la Communauté européenne devrait compter 12% de chômeurs à la fin de l'année 1994.

Recul du chômage US

Le nombre des demandeurs d'allocation chômage a diminué de 12.000 pour retomber à 327.000 pendant la semaine arrêtée au 3 juillet

Pronostics suisses

LES BANCAIRES EN TETE

La plupart des investisseurs montrent confiance quant à l'évolution du marché. La grande majorité des participants prévoient en effet un indice SPI compris entre 1550 et 1620 points à fin décembre. Les 28 analystes et banquiers participant au concours de L'AGEFI se montrent optimistes.

Inspectorate

PONT COUPÉS AVEC LE PASSE

L'indépendance sied à Inspectorate: pour 1993, le chiffre d'affaires budgétaire est de 130 millions de francs suisses, avec une rentabilité de 5 pour-cent. Le principal souci des dirigeants a été de bien faire comprendre qu'entre Werner Rey et la société il n'existe plus aucun lien.

Banques portugaises

UN PIED EN SUISSE

Le vent d'internationalisation qui souffle sur le Portugal a conduit trois banques à ouvrir des représentations en Suisse en l'espace d'une année. Certaines souhaitent sortir de leur rôle passif et devenir des banques à part entière. Mais des obstacles légaux subsistent.